

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60000 Beauvais

Beauvais, le 29/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SOPROGAZ**

RUE DE L'INDUSTRIE

Z.I. N 2

60000 Beauvais

Références : IC-R/157/25-SLT/MC  
Code AIOT : 0005100901

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2025 dans l'établissement SOPROGAZ implanté RUE DE L'INDUSTRIE ZONE INDUSTRIELLE N°2 60000 BEAUVAIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOPROGAZ
- RUE DE L'INDUSTRIE ZONE INDUSTRIELLE N°2 60000 BEAUVAIS
- Code AIOT : 0005100901
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société SOPROGAZ est spécialisée dans la production de gaz industriel liquéfié : gaz industriels et médicaux, gaz élémentaires, air liquide ou comprimé, gaz réfrigérants, gaz industriels mélangés, gaz inertes tels l'anhydride carbonique et gaz isolants.

De par son activité de production d'oxygène liquide (rubrique 4725), le site de Beauvais est classé Seveso seuil bas.

Les activités de l'établissement sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22/07/1991 complété notamment par l'arrêté préfectoral du 24/08/2010.

### Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi des MMRI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Suivi des MMRI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Formation des personnes en charge de la tour	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	/	Sans objet
4	Traçabilité des actions correctives et préventives	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant respecte les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/07/2024. Il est donc proposé à monsieur le Préfet d'abroger cet arrêté.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Suivi des MMRI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Tests de la MMR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 05/06/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li></ul>

- date d'échéance qui a été retenue : 24/10/2024

#### Prescription contrôlée :

(...)

L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité.

A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques.

L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

(...)

#### Constats :

##### Inspection du 05/06/24 :

L'exploitant avait présenté les fiches de vie décrivant la nature des tests et les procédures de tests relatives aux MMRi PSH434 et PSH435.

L'exploitant avait indiqué que les prochains tests étaient programmés en juillet 2024. Toutefois, il n'avait pas été en mesure de présenter le résultat des derniers tests.

Par arrêté préfectoral du 24/07/24, l'exploitant a été mis en demeure de réaliser les tests des MMRi PSH434 et PSH435 sous un mois.

##### Inspection du 08/04/25 :

L'exploitant indique que les fréquences de test sont fixées à 1 an pour l'ensemble des MMRi.

Le contrôle des MMRi PSH434 et PSH 465 a été réalisé le 16/07/2024. Les 2 MMRi sont similaires : capteur de surpression sur la ligne de chargement d'oxygène entraînant l'arrêt automatique du chargement par la fermeture d'une vanne.

Lors de ce test, un contrôle d'étalonnage a été réalisé par la société EMERSON (fabriquant du capteur de pression). Le test de la MMRi est ensuite réalisé en interne. L'Inspection a constaté que les tests ne faisaient pas état de non-conformité et que les tests étaient menés conformément à la procédure dédiée.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/07/24 est donc respecté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### N° 2 : Suivi des MMRi

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Fiche de vie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 05/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 24/10/2024

**Prescription contrôlée :**

Un recensement précis des MMRI visées par le plan de modernisation doit être réalisé au plus tard le 31 décembre 2013 et une fiche de vie doit être établie pour chacune d'entre elles afin de synthétiser les données nécessaires à leur suivi.

**Constats :**Inspection du 05/06/24 :

L'exploitant avait indiqué être accompagné par la société AECOM pour procéder à la rédaction des fiches de vie.

Il avait été constaté que les fiches de vie des autres MMRI du site suivies au titre du PMII n'étaient pas rédigées. Ces fiches concernent les MMRI suivantes :

- niveau haut du stockage d'argon T404A ;
- niveau haut du stockage d'argon T404B ;
- 2 PSH sur les quais de chargement LOX médical AP et MESSER ;
- niveau haut du stockage d'oxygène T401 par un transmetteur de niveau ;
- niveau haut du stockage d'oxygène T402 par un transmetteur de niveau ;
- niveau haut du stockage d'azote T405 (thermocouple) ;
- niveau haut du stockage d'azote T406 (thermocouple) ;
- niveau haut du stockage T410.

Par arrêté préfectoral du 24/07/24, l'exploitant a été mis en demeure de fournir, pour toutes les MMRI visées par le PMII, une fiche de vie conforme au chapitre 9 du guide DT 93.

Inspection du 08/04/25 :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les fiches de vie correspondant à une partie des MMRI. Par courriel du 11/04/25, les fiches de vie restantes ont été transmises.

Les fiches de vie présentées comportent l'ensemble des items définis dans le chapitre 9 du guide DT 93.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/07/24 est donc respecté.

Par ailleurs, l'exploitant a présenté les procédures de test et les résultats des tests réalisés pour chacune de MMRI. L'inspection a constaté que les tests ne faisaient pas état de non-conformité et que les tests étaient menés conformément aux procédures dédiées.

Les tests sont réalisés à fréquence annuelle. Les derniers tests ont été réalisés du 17/07/24 au

19/07/24.

Comme indiqué au point de contrôle n°1, l'exploitant précise que les tests sont réalisés en interne après un contrôle d'étalonnage du capteur de pression réalisé par la société EMERSON.

La consultation des fiches de vie et des procédures de test fait apparaître certaines incohérences. A titre d'exemple, la fiche de vie référencée "FDV-LSHH25A" mentionne l'arrêt automatique de l'alimentation du réservoir avec la fermeture de la vanne ECV165V et l'ouverture de la vanne ECV169V. Cette fiche de vie est associée à la procédure référencée "PTEST-SIS-LSHH25A" qui mentionne les vannes XV165 et XV 163.

Cette remarque portant sur la dénomination des vannes est également valable pour les fiches de vie référencées "FDV-LSHH25B", "FDV-TSL441" et "FCV-LSHH358".

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Observation :** L'exploitant veillera à la mise en cohérence des fiches de vie et des procédures de tests.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

### N° 3 : Formation des personnes en charge de la tour

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23

**Thème(s) :** Risques chroniques, Dispositions d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.

Ces formations portent a minima sur :

- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;
- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;
- les dispositions du présent arrêté.

En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* est dispensée aux opérateurs concernés.

Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à

<p>la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;</li> <li>- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;</li> <li>- les attestations de formation de ces personnes.</li> </ul> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Inspection du 11/04/24 :</u>  L'exploitant avait défini la liste des personnes pouvant intervenir sur les TAR. Toutefois, il avait été relevé que l'exploitant n'avait pas formé toutes les personnes désignées ou leur formation avait plus de 5 ans.</p> <p>Il avait été demandé à l'exploitant de former toutes les personnes désignées et de communiquer les attestations de formation de moins de 5 ans (demande d'action corrective).</p> <p><u>Inspection du 08/04/25 :</u>  Suite à l'inspection, l'exploitant avait indiqué qu'une session de formation était prévue le 27/06/24 pour l'ensemble des personnes concernées.  Lors de l'inspection, l'exploitant ajoute que 3 nouvelles personnes ont suivi une formation en février 2025.</p> <p>Les attestations de formation (portant sur les conditions de prolifération de dispersion des légionelles ; les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés ; les dispositions réglementaires) ont été présentées lors de l'inspection pour les personnes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- formation du 27/05/24 délivrée à Nicolas Lefevre, Olivier Arnalot et Alain Roxo-Vaz</li> <li>- formation du 28/02/25 délivrée à Eymerick Parachiv, Matthieu Rayer et Jan-Paul Roxo-Vaz.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Traçabilité des actions correctives et préventives

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des consignes d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;</li> <li>- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;</li> <li>- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;</li> <li>- les périodes d'arrêts complet ou partiels ;</li> <li>- le tableau des dérives constatées pour la concentration en Legionella pneumophila, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;</li> <li>- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;</li> </ul>

- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ;
- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs.
- les modifications apportées aux installations.

**Constats :**

Inspection du 11/04/24 :

Il avait été constaté que l'exploitant renseignait les différentes informations dans plusieurs documents. Par ailleurs, certains éléments n'étaient pas présents :

- les périodes d'utilisation des TAR et le mode de fonctionnement ;
- les périodes d'arrêt ;
- le tableau des dérives en concentration en légionella, le cas échéant ;
- les actions préventives, curatives et correctives effectuées ;
- les interventions liées aux dévésiculeurs.

Il avait été demandé à l'exploitant de compléter le carnet de suivi afin que soient enregistrés l'ensemble des points réglementaires (demande d'action corrective).

Inspection du 08/04/25 :

L'exploitant a présenté le carnet de suivi mis en place. Celui-ci reprend l'ensemble des points fixés par la prescription.

**Type de suites proposées :** Sans suite